

**INDUSTRIAL
PROPERTY**



Treaty Series No. 38 (1962)

**International Convention
for the
Protection of Industrial
Property**

Lisbon, October 31, 1958

[The Convention was ratified by the United
Kingdom Government on September 6, 1961]

*Presented to Parliament by the Secretary of State for Foreign Affairs
by Command of Her Majesty
May 1962*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

PRICE 2s. 3d. NET

Cmnd 1715

**CONVENTION DE PARIS POUR LA PROTECTION DE LA
PROPRIETE INDUSTRIELLE DU 20 MARS 1883 REVISEE A
BRUXELLES LE 14 DECEMBRE 1900, A WASHINGTON LE
2 JUIN 1911, A LA HAYE LE 6 NOVEMBRE 1925, A LONDRES
LE 2 JUIN 1934 ET A LISBONNE LE 31 OCTOBRE 1958**

La République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, les Etats-Unis du Brésil, la République Populaire de Bulgarie, le Canada, Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République Populaire de Hongrie, l'Indonésie, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, le Liechtenstein, le Luxembourg, le Maroc, le Mexique, Monaco, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la République Populaire de Pologne, le Portugal, la République Populaire Roumaine, la Fédération de Rhodésie et Nyassaland, la Suède, la Suisse, la République Tchèqueoslovaque, la Turquie, l'Union Sud-Africaine, le Viet-Nam, la République Fédérale Populaire de Yougoslavie;

Egalement animés du désir de protéger d'une manière aussi efficace et uniforme que possible les droits de propriété industrielle,

Ont jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Convention internationale du 20 mars 1883 portant création d'une Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à La Haye le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 juin 1934,

Ont résolu de se faire représenter à la Conférence diplomatique qui s'est tenue à Lisbonne du 6 au 31 octobre 1958,

Et sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

(1) Les pays auxquels s'applique la présente Convention sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle.

(2) La protection de la propriété industrielle a pour objet les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service, le nom commercial et les indications de provenance ou appellations d'origine, ainsi que la répression de la concurrence déloyale.

(3) La propriété industrielle s'entend dans l'acceptation la plus large et s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles et extractives et à tous produits fabriqués ou naturels, par exemple : vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, minéraux, eaux minérales, bières, fleurs, farines.

(4) Parmi les brevets d'invention sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des pays de l'Union, telles que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, brevets et certificats d'addition, etc.

ARTICLE 2

(1) Les ressortissants de chacun des pays de l'Union jouiront dans tous les autres pays de l'Union, en ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, le tout sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.

(2) Toutefois, aucune condition de domicile ou d'établissement dans le pays où la protection est réclamée ne peut être exigée des ressortissants de l'Union pour la jouissance d'aucun des droits de propriété industrielle.

(3) Sont expressément réservées les dispositions de la législation de chacun des pays de l'Union relatives à la procédure judiciaire et administrative et à la compétence, ainsi qu'à l'élection de domicile ou à la constitution d'un mandataire, qui seraient requises par les lois sur la propriété industrielle.

ARTICLE 3

Sont assimilés aux ressortissants des pays de l'Union les ressortissants des pays ne faisant pas partie de l'Union qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'Union.

ARTICLE 4

A.—(1) Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des pays de l'Union, ou son ayant cause, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres pays, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

(2) Est reconnu comme donnant naissance au droit de priorité tout dépôt ayant la valeur d'un dépôt national régulier, en vertu de la législation nationale de chaque pays de l'Union ou de traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre des pays de l'Union.

(3) Par dépôt national régulier on doit entendre tout dépôt qui suffit à établir la date à laquelle la demande a été déposée dans le pays en cause, quel que soit le sort ultérieur de cette demande.

B.—En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque, et ces faits ne pourront faire naître aucun droit de tiers ni aucune possession personnelle. Les droits acquis par des tiers avant le jour de la première demande qui sert de base au droit de priorité sont réservés par l'effet de la législation intérieure de chaque pays de l'Union.

C.—(1) Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité, et de six mois pour les dessins ou modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce.

(2) Ces délais commencent à courir de la date du dépôt de la première demande; le jour du dépôt n'est pas compris dans le délai.

(3) Si le dernier jour du délai est un jour férié légal, ou un jour où le Bureau n'est pas ouvert pour recevoir le dépôt des demandes dans le pays où la protection est réclamée, le délai sera prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

(4) Doit être considérée comme première demande dont la date de dépôt sera le point de départ du délai de priorité, une demande ultérieure ayant le même objet qu'une première demande antérieure au sens de l'alinéa (2) ci-dessus, déposée dans le même pays de l'Union, à la condition que cette demande antérieure, à la date du dépôt de la demande ultérieure, ait été retirée, abandonnée, ou refusée, sans avoir été soumise à l'inspection publique et sans laisser subsister de droits, et qu'elle n'ait pas encore servi de base pour la revendication du droit de priorité. La demande antérieure ne pourra plus alors servir de base pour la revendication du droit de priorité.

D.—(1) Quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur sera tenu de faire une déclaration indiquant la date et le pays de ce dépôt. Chaque pays déterminera à quel moment, au plus tard, cette déclaration devra être effectuée.

(2) Ces indications seront mentionnées dans les publications émanant de l'Administration compétente, notamment sur les brevets et les descriptions y relatives.

(3) Les pays de l'Union pourront exiger de celui qui fait une déclaration de priorité la production d'une copie de la demande (description, dessins, etc.) déposée antérieurement. La copie, certifiée conforme par l'Administration qui aura reçu cette demande, sera dispensée de toute législation et elle pourra en tout cas être déposée, exempte de frais, à n'importe quel moment dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande ultérieure. On pourra exiger qu'elle soit accompagnée d'un certificat de la date du dépôt émanant de cette Administration et d'une traduction.

(4) D'autres formalités ne pourront être requises pour la déclaration de priorité au moment du dépôt de la demande. Chaque pays de l'Union déterminera les conséquences de l'omission des formalités prévues par le présent article, sans que ces conséquences puissent excéder la perte du droit de priorité.

(5) Ultérieurement, d'autres justifications pourront être demandées.

Celui qui se prévaut de la priorité d'un dépôt antérieur sera tenu d'indiquer le numéro de ce dépôt; cette indication sera publiée dans les conditions prévues par l'alinéa (2) ci-dessus.

E.—(1) Lorsqu'un dessin ou modèle industriel aura été déposé dans un pays en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'un modèle d'utilité, le délai de priorité ne sera que celui fixé pour les dessins ou modèles industriels.

(2) En outre, il est permis de déposer dans un pays un modèle d'utilité en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'une demande de brevet et inversement.

F.—Aucun pays de l'Union ne pourra refuser une priorité ou une demande de brevet pour le motif que le déposant revendique des priorités multiples, même provenant de pays différents, ou pour le motif qu'une demande revendiquant une ou plusieurs priorités contient un ou plusieurs éléments qui n'étaient pas compris dans la ou les demandes dont la priorité est revendiquée, à la condition, dans les deux cas, qu'il y ait unité d'invention, au sens de la loi du pays.

En ce qui concerne les éléments non compris dans la ou les demandes dont la priorité est revendiquée, le dépôt de la demande ultérieure donne naissance à un droit de priorité dans les conditions ordinaires.

G.—(1) Si l'examen révèle qu'une demande de brevet est complexe, le demandeur pourra diviser la demande en un certain nombre de demandes divisionnaires, en conservant comme date de chacune la date de la demande initiale et, s'il y a lieu, le bénéfice du droit de priorité.

(2) Le demandeur pourra aussi, de sa propre initiative, diviser la demande de brevet, en conservant comme date de chaque demande divisionnaire la date de la demande initiale et, s'il y a lieu, le bénéfice du droit de priorité. Chaque pays de l'Union aura la faculté de déterminer les conditions auxquelles cette division sera autorisée.

H.—La priorité ne peut être refusée pour le motif que certains éléments de l'invention pour lesquels on revendique la priorité ne figurent pas parmi les revendications formulées dans la demande au pays d'origine, pourvu que l'ensemble des pièces de la demande révèle d'une façon précise lesdits éléments.

ARTICLE 4^{bis}

(1) Les brevets demandés dans les différents pays de l'Union par des ressortissants de l'Union seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres pays, adhérents ou non à l'Union.

(2) Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés pendant le délai de priorité sont indépendants, tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance qu'au point de vue de la durée normale.

(3) Elle s'applique à tous les brevets existant au moment de sa mise en vigueur.

(4) Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux pays, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

(5) Les brevets obtenus avec le bénéfice de la priorité jouiront, dans les différents pays de l'Union, d'une durée égale à celle dont ils jouiraient s'ils étaient demandés ou délivrés sans le bénéfice de la priorité.

ARTICLE 4^{ter}

L'inventeur a le droit d'être mentionné comme tel dans le brevet.

ARTICLE 4^{quater}

La délivrance d'un brevet ne pourra être refusée et un brevet ne pourra être invalidé pour le motif que la vente du produit breveté ou obtenu par un procédé breveté est soumise à des restrictions ou limitations résultant de la législation nationale.

ARTICLE 5

A.—(1) L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

(2) Chacun des pays de l'Union aura la faculté de prendre des mesures législatives prévoyant la concession de licences obligatoires, pour prévenir les abus qui pourraient résulter de l'exercice du droit exclusif conféré par le brevet, par exemple faute d'exploitation.

(3) La déchéance du brevet ne pourra être prévue que pour le cas où la concession de licences obligatoires n'aurait pas suffi pour prévenir ces abus. Aucune action en déchéance ou en révocation d'un brevet ne pourra être introduite avant l'expiration de deux années à compter de la concession de la première licence obligatoire.

(4) Une licence obligatoire ne pourra pas être demandée pour cause de défaut ou d'insuffisance d'exploitation avant l'expiration d'un délai de quatre années à compter du dépôt de la demande de brevet, ou de trois années à compter de la délivrance du brevet, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué; elle sera refusée si le breveté justifie son inaction par des excuses légitimes. Une telle licence obligatoire sera non exclusive et ne pourra être transmise, même sous la forme de concession de sous-licence, qu'avec la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce exploitant cette licence.

(5) Les dispositions qui précèdent seront applicables, sous réserve des modifications nécessaires, aux modèles d'utilité.

B.—La protection des dessins et modèles industriels ne peut être atteinte par une déchéance quelconque, soit pour défaut d'exploitation, soit pour introduction d'objets conformes à ceux qui sont protégés.

C.—(1) Si, dans un pays, l'utilisation de la marque enregistrée est obligatoire, l'enregistrement ne pourra être annulé qu'après un délai équitable et si l'intéressé ne justifie pas des causes de son inaction.

(2) L'emploi d'une marque de fabrique ou de commerce, par le propriétaire, sous une forme qui diffère par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif de la marque dans la forme sous laquelle celle-ci a été enregistrée dans l'un des pays de l'Union, n'entraînera pas l'invalidation de l'enregistrement et ne diminuera pas la protection accordée à la marque.

(3) L'emploi simultané de la même marque sur des produits identiques ou similaires, par des établissements industriels ou commerciaux considérés comme copropriétaires de la marque d'après les dispositions de la loi nationale du pays où la protection est réclamée, n'empêchera pas l'enregistrement, ni ne diminuera d'aucune façon la protection accordée à ladite marque dans

n'importe quel pays de l'Union, pourvu que ledit emploi n'ait pas pour effet d'induire le public en erreur et qu'il ne soit pas contraire à l'intérêt public.

D.—Aucun signe ou mention du brevet, du modèle d'utilité, de l'enregistrement de la marque de fabrique ou de commerce, ou du dépôt du dessin ou modèle industriel ne sera exigé sur le produit pour la reconnaissance du droit.

ARTICLE 5^{bis}

(1) Un délai de grâce, qui devra être au minimum de six mois, sera accordé pour le paiement des taxes prévues pour le maintien des droits de propriété industrielle, moyennant le versement d'une surtaxe, si la législation nationale en impose une.

(2) Les pays de l'Union ont la faculté de prévoir la restauration des brevets d'invention tombés en déchéance par suite de non-paiement de taxes.

ARTICLE 5^{ter}

Dans chacun des pays de l'Union ne seront pas considérés comme portant atteinte aux droits du breveté :

- 1° l'emploi, à bord des navires des autres pays de l'Union, des moyens faisant l'objet de son brevet dans le corps du navire, dans les machines, agrès, appareils et autres accessoires, lorsque ces navires pénétreront temporairement ou accidentellement dans les eaux du pays, sous réserve que ces moyens y soient employés exclusivement pour les besoins du navire;
- 2° l'emploi des moyens faisant l'objet du brevet dans la construction ou le fonctionnement des engins de locomotion aérienne ou terrestre des autres pays de l'Union ou des accessoires de ces engins, lorsque ceux-ci pénétreront temporairement ou accidentellement dans ce pays.

ARTICLE 5^{quater}

Lorsqu'un produit est introduit dans un pays de l'Union où il existe un brevet protégeant un procédé de fabrication dudit produit, le breveté aura, à l'égard du produit introduit, tous les droits que la législation du pays d'importation lui accorde, sur la base du brevet de procédé, à l'égard des produits fabriqués dans le pays même.

ARTICLE 5^{quinquies}

Les dessins et modèles industriels seront protégés dans tous les pays de l'Union.

ARTICLE 6

(1) Les conditions de dépôt et d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce seront déterminées dans chaque pays de l'Union par sa législation nationale.

(2) Toutefois, une marque déposée par un ressortissant d'un pays de l'Union dans un quelconque des pays de l'Union ne pourra être refusée ou invalidée pour le motif qu'elle n'aura pas été déposée, enregistrée ou renouvelée au pays d'origine.

(3) Une marque régulièrement enregistrée dans un pays de l'Union sera considérée comme indépendante des marques enregistrées dans les autres pays de l'Union, y compris le pays d'origine.

ARTICLE 6^{bis}

(1) Les pays de l'Union s'engagent, soit d'office si la législation du pays le permet, soit à la requête de l'intéressé, à refuser ou à invalider l'enregistrement et à interdire l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce qui constitue la reproduction, l'imitation ou la traduction, susceptibles de créer une confusion, d'une marque que l'autorité compétente du pays de l'enregistrement ou de l'usage estimera y être notoirement connue comme étant déjà la marque d'une personne admise à bénéficiaire de la présente Convention et utilisée pour des produits identiques ou similaires. Il en sera de même lorsque la partie essentielle de la marque constitue la reproduction d'une telle marque notoirement connue ou une imitation susceptible de créer une confusion avec celle-ci.

(2) Un délai minimum de cinq années à compter de la date de l'enregistrement devra être accordé pour réclamer la radiation d'une telle marque. Les pays de l'Union ont la faculté de prévoir un délai dans lequel l'interdiction d'usage devra être réclamée.

(3) Il ne sera pas fixé de délai pour réclamer la radiation ou l'interdiction d'usage des marques enregistrées ou utilisées de mauvaise foi.

ARTICLE 6^{ter}

(1)—(a) Les pays de l'Union conviennent de refuser ou d'invalider l'enregistrement et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation, à défaut d'autorisation des pouvoirs compétents, soit comme marque de fabrique ou de commerce, soit comme éléments de ces marques, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'Etat des pays de l'Union, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par eux, ainsi que toute imitation au point de vue héraldique.

(b) Les dispositions figurant sous la lettre (a) ci-dessus s'appliquent également aux armoiries, drapeaux et autres emblèmes, sigles ou dénominations des organisations internationales intergouvernementales dont un ou plusieurs pays de l'Union sont membres, à l'exception des armoiries, drapeaux et autres emblèmes, sigles ou dénominations qui ont déjà fait l'objet d'accords internationaux en vigueur destinés à assurer leur protection.

(c) Aucun pays de l'Union ne pourra être tenu d'appliquer des dispositions figurant sous la lettre (b) ci-dessus au détriment des titulaires de droits acquis de bonne foi avant l'entrée en vigueur, dans ce pays, de la présente Convention. Les pays de l'Union ne sont pas tenus d'appliquer lesdites dispositions lorsque l'utilisation ou l'enregistrement visé sous la lettre (a) ci-dessus n'est pas de nature à suggérer, dans l'esprit du public, un lien entre l'organisation en cause et les armoiries, drapeaux, emblèmes, sigles ou dénominations, ou si cette utilisation ou enregistrement n'est vraisemblablement pas de nature à abuser le public sur l'existence d'un lien entre l'utilisateur et l'organisation.

(2) L'interdiction des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie s'appliquera seulement dans les cas où les marques qui les comprendront seront destinées à être utilisées sur les marchandises du même genre ou d'un genre similaire.

(3)—(a) Pour l'application de ces dispositions, les pays de l'Union conviennent de se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international, la liste des emblèmes d'Etat, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie, qu'ils désirent ou désireront placer, d'une façon absolue ou dans certaines limites, sous la protection du présent article, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à cette liste. Chaque pays de l'Union mettra à la disposition du public, en temps utile, les listes notifiées.

Toutefois, cette notification n'est pas obligatoire en ce qui concerne les drapeaux des Etats.

(b) Les dispositions figurant sous la lettre (b) de l'alinéa (1) du présent article ne sont applicables qu'aux armoiries, drapeaux et autres emblèmes, sigles ou dénominations des organisations internationales intergouvernementales que celles-ci ont communiqué aux pays de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international.

(4) Tout pays de l'Union pourra, dans un délai de douze mois à partir de la réception de la notification, transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international, au pays ou à l'organisation internationale intergouvernementale intéressée, ses objections éventuelles.

(5) Pour les drapeaux d'Etat, les mesures prévues à l'alinéa (1) ci-dessus s'appliqueront seulement aux marques enregistrées après le 6 novembre 1925.

(6) Pour les emblèmes d'Etat autres que les drapeaux, pour les signes et poinçons officiels des pays de l'Union et pour les armoiries, drapeaux et autres emblèmes, sigles ou dénominations des organisations internationales intergouvernementales, ces dispositions ne seront applicables qu'aux marques enregistrées plus de deux mois après réception de la notification prévue à l'alinéa (3) ci-dessus.

(7) En cas de mauvaise foi, les pays auront la faculté de faire radier même les marques enregistrées avant le 6 novembre 1925 et comportant des emblèmes d'Etat, signes et poinçons.

(8) Les nationaux de chaque pays qui seraient autorisés à faire usage des emblèmes d'Etat, signes et poinçons de leur pays, pourront les utiliser, même s'il y avait similitude avec ceux d'un autre pays.

(9) Les pays de l'Union s'engagent à interdire l'usage non autorisé, dans le commerce, des armoiries d'Etat des autres pays de l'Union, lorsque cet usage sera de nature à induire en erreur sur l'origine des produits.

(10) Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'exercice, par les pays, de la faculté de refuser ou d'invalider, par application du chiffre 3 de la lettre B de l'article 6^{quinquies}, les marques contenant, sans autorisation, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'Etat, ou des signes et poinçons officiels adoptés par un pays de l'Union, ainsi que des signes distinctifs des organisations internationales intergouvernementales mentionnés à l'alinéa (1) ci-dessus.

ARTICLE 6^{quater}

(1) Lorsque, conformément à la législation d'un pays de l'Union, la cession d'une marque n'est valable que si elle a lieu en même temps que le transfert de l'entreprise ou du fonds de commerce auquel la marque appartient, il suffira, pour que cette validité soit admise, que la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce située dans ce pays soit transmise au cessionnaire avec le droit exclusif d'y fabriquer ou d'y vendre les produits portant la marque cédée.

(2) Cette disposition n'impose pas aux pays de l'Union l'obligation de considérer comme valable le transfert de toute marque dont l'usage par le cessionnaire serait, en fait, de nature à induire le public en erreur, notamment en ce qui concerne la provenance, la nature ou les qualités substantielles des produits auxquels la marque est appliquée.

ARTICLE 6^{quinquies}

A.—(1) Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement enregistrée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de l'Union, sous les réserves indiquées au présent article. Ces pays pourront, avant de procéder à l'enregistrement définitif, exiger la production d'un certificat d'enregistrement au pays d'origine, délivré par l'autorité compétente. Aucune légalisation ne sera requise pour ce certificat.

(2) Sera considéré comme pays d'origine le pays de l'Union où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, et, s'il n'a pas un tel établissement dans l'Union, le pays de l'Union où il a son domicile, et, s'il n'a pas de domicile dans l'Union, le pays de sa nationalité, au cas où il est ressortissant d'un pays de l'Union.

B.—Les marques de fabrique ou de commerce, visées par le présent article, ne pourront être refusées à l'enregistrement ou invalidées que dans les cas suivants :

- 1° lorsqu'elles sont de nature à porter atteinte à des droits acquis par des tiers dans le pays où la protection est réclamée;
- 2° lorsqu'elles sont dépourvues de tout caractère distinctif, ou bien composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine de produits ou l'époque de production, ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la protection est réclamée;
- 3° lorsqu'elles sont contraires à la morale ou à l'ordre public et notamment de nature à tromper le public. Il est entendu qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelque disposition de la législation sur les marques, sauf le cas où cette disposition elle-même concerne l'ordre public.

Est toutefois réservée l'application de l'article 10^{bis}.

C.—(1) Pour apprécier si la marque est susceptible de protection, on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque.

(2) Ne pourront être refusées dans les autres pays de l'Union les marques de fabrique ou de commerce pour le seul motif qu'elles ne diffèrent des marques protégées dans le pays d'origine que par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif et ne touchant pas à l'identité des marques, dans la forme sous laquelle celles-ci ont été enregistrées audit pays d'origine.

D.—Nul ne pourra bénéficier des dispositions du présent article si la marque dont il revendique la protection n'est pas enregistrée au pays d'origine.

E.—Toutefois, en aucun cas, le renouvellement de l'enregistrement d'une marque dans le pays d'origine n'entraînera l'obligation de renouveler l'enregistrement dans les autres pays de l'Union où la marque aura été enregistrée.

F.—Le bénéfice de la priorité reste acquis aux dépôts de marques effectués dans le délai de l'article 4, même lorsque l'enregistrement dans le pays d'origine n'intervient qu'après l'expiration de ce délai.

ARTICLE 6^{sexies}

Les pays de l'Union s'engagent à protéger les marques de service. Ils ne sont pas tenus de prévoir l'enregistrement de ces marques.

ARTICLE 6^{septies}

(1) Si l'agent ou le représentant de celui qui est titulaire d'une marque dans un des pays de l'Union demande, sans l'autorisation de ce titulaire, l'enregistrement de cette marque en son propre nom, dans un ou plusieurs de ces pays, le titulaire aura le droit de s'opposer à l'enregistrement demandé ou de réclamer la radiation ou, si la loi du pays le permet, le transfert à son profit dudit enregistrement, à moins que cet agent ou représentant ne justifie de ses agissements.

(2) Le titulaire de la marque aura, sous les réserves de l'alinéa (1) ci-dessus, le droit de s'opposer à l'utilisation de sa marque par son agent ou représentant, s'il n'a pas autorisé cette utilisation.

(3) Les législations nationales ont la faculté de prévoir un délai équitable dans lequel le titulaire d'une marque devra faire valoir les droits prévus au présent article.

ARTICLE 7

La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle à l'enregistrement de la marque.

ARTICLE 7^{bis}

(1) Les pays de l'Union s'engagent à admettre au dépôt et à protéger les marques collectives appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial.

(2) Chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles une marque collective sera protégée et il pourra refuser la protection si cette marque est contraire à l'intérêt public.

(3) Cependant, la protection de ces marques ne pourra être refusée à aucune collectivité dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, pour le motif qu'elle n'est pas établie dans le pays où la protection est requise ou qu'elle n'est pas constituée conformément à la législation de ce pays.

ARTICLE 8

Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt ou d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

ARTICLE 9

(1) Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce ou un nom commercial, sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

(2) La saisie sera également effectuée dans le pays où l'apposition illicite aura eu lieu, ou dans les pays où aura été importé le produit.

(3) La saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit de toute autre autorité compétente, soit d'une partie intéressée, personne physique ou morale, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

(4) Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

(5) Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition d'importation ou la saisie à l'intérieur.

(6) Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, et en attendant que cette législation soit modifiée en conséquence, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux.

ARTICLE 10

(1) Les dispositions de l'article précédent seront applicables en cas d'utilisation directe ou indirecte d'une indication fautive concernant la provenance du produit ou l'identité du producteur, fabricant ou commerçant.

(2) Sera en tout cas reconnu comme partie intéressée, que ce soit une personne physique ou morale, tout producteur, fabricant ou commerçant engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située, soit dans le pays faussement indiqué, soit dans le pays où la fautive indication de provenance est employée.

ARTICLE 10^{bis}

(1) Les pays de l'Union sont tenus d'assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

(2) Constitue un acte de concurrence déloyale tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale.

(3) Notamment devront être interdits :

- 1° tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;
- 2° les allégations fausses, dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;
- 3° les indications ou allégations dont l'usage, dans l'exercice du commerce, est susceptible d'induire le public en erreur sur la nature, le mode de fabrication, les caractéristiques, l'aptitude à l'emploi ou la quantité des marchandises.

ARTICLE 10^{ter}

(1) Les pays de l'Union s'engagent à assurer aux ressortissants des autres pays de l'Union des recours légaux appropriés pour réprimer efficacement tous les actes visés aux articles 9, 10 et 10^{bis}.

(2) Ils s'engagent, en outre, à prévoir des mesures pour permettre aux syndicats et associations représentant les industriels, producteurs ou commerçants intéressés et dont l'existence n'est pas contraire aux lois de leurs pays, d'agir en justice ou auprès des autorités administratives, en vue de la répression des actes prévus par les articles 9, 10 et 10^{bis}, dans la mesure où la loi du pays dans lequel la protection est réclamée le permet aux syndicats et associations de ce pays.

ARTICLE 11

(1) Les pays de l'Union accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues organisées sur le territoire de l'un d'eux.

(2) Cette protection temporaire ne prolongera pas les délais de l'article 4. Si, plus tard, le droit de priorité est invoqué, l'Administration de chaque pays pourra faire partir le délai de la date de l'introduction du produit dans l'exposition.

(3) Chaque pays pourra exiger, comme preuve de l'identité de l'objet exposé et de la date d'introduction, les pièces justificatives qu'il jugera nécessaires.

ARTICLE 12

(1) Chacun des pays de l'Union s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.

(2) Ce service publiera une feuille périodique officielle. Il publiera régulièrement :

- (a) les noms des titulaires des brevets délivrés, avec une brève désignation des inventions brevetées;
- (b) les reproductions des marques enregistrées.

ARTICLE 13

(1) L'Office international institué sous le nom de Bureau international pour la protection de la propriété industrielle est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

(2)—(a) Les langues française et anglaise seront utilisées par le Bureau international dans l'accomplissement des missions prévues aux alinéas (3) et (5) du présent article.

(b) Les conférences et réunions visées à l'article 14 se tiendront en langues française, anglaise et espagnole.

(3) Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété industrielle; il les réunit et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique sur les questions concernant l'objet de l'Union.

(4) Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le Bureau international, sont répartis entre les Administrations des pays de l'Union dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessous mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par lesdites Administrations, soit par des sociétés ou des particuliers, seront payés à part.

(5) Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des pays de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin. Le Directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les pays de l'Union.

(6) Les dépenses ordinaires du Bureau international seront supportées en commun par les pays de l'Union. Jusqu'à nouvel ordre, elles ne pourront pas dépasser la somme de cent vingt mille francs suisses par année. Cette somme pourra être augmentée, au besoin, par décision unanime d'une des Conférences prévues à l'article 14.

(7) Les dépenses ordinaires ne comprennent pas les frais afférents aux travaux des Conférences de Plénipotentiaires ou administratives, ni les frais que pourront entraîner des travaux spéciaux ou des publications effectués conformément aux décisions d'une Conférence. Ces frais, dont le montant annuel ne pourra dépasser 20,000 francs suisses, seront répartis entre les pays de l'Union proportionnellement à la contribution qu'ils payent pour le fonctionnement du Bureau international, suivant les dispositions de l'alinéa (8) ci-après.

(8) Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays de l'Union et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1 ^{re} classe	...	...	...	25 unités
2 ^e classe	...	...	...	20 unités
3 ^e classe	...	...	...	15 unités
4 ^e classe	...	...	...	10 unités
5 ^e classe	...	...	...	5 unités
6 ^e classe	...	...	...	3 unités

Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

(9) Chacun des pays de l'Union désignera, au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé. Toutefois, chaque pays de l'Union pourra déclarer ultérieurement qu'il désire être rangé dans une autre classe.

(10) Le Gouvernement de la Confédération suisse surveille les dépenses du Bureau international, ainsi que les comptes de ce dernier, et fait les avances nécessaires.

(11) Le compte annuel, établi par le Bureau international, sera communiqué à toutes les autres Administrations.

ARTICLE 14

(1) La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

(2) A cet effet, des Conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays de l'Union, entre les Délégués desdits pays.

(3) L'Administration du pays où doit siéger la Conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette Conférence.

(4) Le Directeur du Bureau international assistera aux séances des Conférences et prendra part aux discussions, sans voix délibérative.

(5)—(a) Dans l'intervalle des Conférences diplomatiques de revision, des Conférences de représentants de tous les pays de l'Union se réuniront tous les trois ans à l'effet d'établir un rapport sur les dépenses prévisibles du Bureau international pour chaque période triennale à venir, et de connaître des questions relatives à la sauvegarde et au développement de l'Union.

(b) De plus, elles pourront modifier, par décision unanime, le montant maximum annuel des dépenses du Bureau international, à condition d'être réunies en qualité de Conférences de Plénipotentiaires de tous les pays de l'Union, sur convocation du Gouvernement de la Confédération suisse.

(c) En outre, les Conférences prévues sous lettre (a) ci-dessus pourront être convoquées entre leurs réunions triennales sur l'initiative, soit du Directeur du Bureau international, soit du Gouvernement de la Confédération suisse.

ARTICLE 15

Il est entendu que les pays de l'Union se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 16

(1) Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

(2) Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse et par celui-ci à tous les autres.

(3) Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans la demande d'adhésion.

ARTICLE 16^{bis}

(1) Chacun des pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente Convention est applicable à tout ou partie de ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou tous autres territoires soumis à son autorité, ou tous territoires sous suzeraineté, et la Convention s'appliquera à tous les territoires désignés dans la notification un mois après l'envoi de la communication faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays de l'Union, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans la notification. A défaut de cette notification, la Convention ne s'appliquera pas à ces territoires.

(2) Chacun des pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente Convention cesse d'être applicable à tout ou partie des territoires qui ont fait l'objet de la notification prévue à l'alinéa qui précède, et la Convention cessera de s'appliquer dans les territoires désignés dans cette notification douze mois après réception de la notification adressée au Gouvernement de la Confédération suisse.

(3) Toutes les notifications faites au Gouvernement de la Confédération suisse, conformément aux dispositions des alinéas (1) et (2) du présent article, seront communiquées par ce Gouvernement à tous les pays de l'Union.

ARTICLE 17

Tout pays partie à la présente Convention s'engage à adopter, conformément à sa Constitution, les mesures nécessaires pour assurer l'application de cette Convention.

Il est entendu qu'au moment du dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion au nom d'un pays, ce pays sera en mesure, conformément à sa législation interne, de donner effet aux dispositions de cette Convention.

ARTICLE 17^{bis}

(1) La Convention demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

(2) Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays au nom duquel elle aura été faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

ARTICLE 18

(1) Le présent Acte sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés à Berne au plus tard le 1^{er} mai 1963. Il entrera en vigueur, entre les pays au nom desquels il aura été ratifié, un mois après cette date. Toutefois, si auparavant il était ratifié au nom de six pays au moins, il entrerait en vigueur, entre ces pays, un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifié par le Gouvernement de la Confédération suisse et, pour les pays au nom desquels il serait ratifié ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

(2) Les pays au nom desquels l'instrument de ratification n'aura pas été déposé dans le délai visé à l'alinéa précédent seront admis à l'adhésion aux termes de l'article 16.

(3) Le présent Acte remplacera, dans les rapports entre les pays auxquels il s'applique, la Convention de Paris de 1883 et les Actes de révision subséquents.

(4) En ce qui concerne les pays auxquels le présent Acte ne s'applique pas, mais auxquels s'applique la Convention de Paris révisée à Londres en 1934, cette dernière restera en vigueur.

(5) De même, en ce qui concerne les pays auxquels ne s'appliquent ni le présent Acte, ni la Convention de Paris révisée à Londres, la Convention de Paris révisée à La Haye en 1925 restera en vigueur.

(6) De même, en ce qui concerne les pays auxquels ne s'appliquent ni le présent Acte, ni la Convention de Paris révisée à Londres, ni la Convention de Paris révisée à La Haye, la Convention de Paris révisée à Washington en 1911 restera en vigueur.

ARTICLE 19

(1) Le présent Acte sera signé en un seul exemplaire en langue française, lequel sera déposé aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements des pays de l'Union.

(2) Le présent Acte restera ouvert à la signature des pays de l'Union jusqu'au 30 avril 1959.

(3) Des traductions officielles du présent Acte seront établies en langues allemande, anglaise, espagnole, italienne et portugaise.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, après présentation de leurs pleins pouvoirs, ont signé le présent Acte.

Fait à Lisbonne, le 31 octobre 1958.

<i>République fédérale d'Allemagne :</i>	<i>Federal Republic of Germany</i>
BERGER. HERBERT KÜHNEMANN. KURT HAERTEL.	
<i>Autriche :</i>	<i>Austria</i>
DR. CLAUD WINTERSTEIN. PSENICKA.	
<i>Belgique :</i>	<i>Belgium</i>
BARON RUSETTE.	
<i>Etats-Unis du Brésil :</i>	<i>United States of Brazil</i>
NILTON SILVA.	
<i>Cuba :</i>	<i>Cuba</i>
DR. JOSÉ ANTÓNIO MAHY.	(ad referendum)
<i>Danemark :</i>	<i>Denmark</i>
NEERGAARD-PETERSEN. JULIE OLSEN. DAGMAR SIMONSEN.	
<i>Espagne :</i>	<i>Spain</i>
RAFAEL MORALES.	(ad referendum)
<i>Etats-Unis d'Amérique :</i>	<i>United States of America</i>
ROBERT C. WATSON.	
<i>Finlande :</i>	<i>Finland</i>
PAAVO ANT-WUORINEN.	
<i>France :</i>	<i>France</i>
G. FINISS.	
<i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :</i>	<i>United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland</i>
STEPHEN L. HOLMES. GORDON GRANT. WILLIAM WALLACE.	
<i>République Populaire de Hongrie :</i>	<i>People's Republic of Hungary</i>
PAL RACZ.	(ad referendum)
<i>Irlande :</i>	<i>Ireland</i>
J. J. LENNON.	

<i>Israël :</i>	DR. G. KITRON. DR. REINHOLD COHN. DR. I. BEN-MEIR.	<i>Israel</i>
<i>Italie :</i>	TALAMO. GIUSEPPE MARCHEGIANO. MARCELLO ROSCIONI.	<i>Italy</i>
<i>Japon :</i>	YUZO ISONO. SHOICHI INOUYE.	<i>Japan</i>
<i>Liechtenstein :</i>	PLINIO BOLLA. HANS MORF.	<i>Liechtenstein</i>
<i>Luxembourg :</i>	J. P. HOFFMANN.	<i>Luxembourg</i>
<i>Maroc :</i>	TAHAR MEKOUAR.	<i>Morocco</i>
<i>Monaco :</i>	CONDE DE BOBONE. J. M. NOTARI.	<i>Monaco</i>
<i>Norvège :</i>	JOHAN HELGELAND.	<i>Norway</i>
<i>Nouvelle-Zélande :</i>	J. W. MILES.	<i>New Zealand</i>
<i>Pays-Bas :</i>	G. VELDKAMP. C. J. DE HAAN.	<i>Netherlands</i>
<i>République Populaire de Pologne :</i>	ZBIGNIEW MUSZYNSKI.	<i>People's Republic of Poland</i>
<i>Portugal :</i>	DR. LUIS DA CÂMARA PINTO COELHO. AFONSO MARCHUETA. ALEXANDRE DE LANCASTRE ARAÚJO BOBONE. JORGE VAN ZELLER GARIN. JOÃO BARATA GAGLIARDINI GRAÇA. VITOR HUGO FORTES ROCHA.	<i>Portugal</i>

<i>République Populaire Roumaine :</i> DR. STEFAN CLEJA.	<i>People's Republic of Roumania</i> (ad referendum)
<i>Fédération de Rhodésie et de Nyassaland :</i> RALPH G. FELTHAM.	<i>Federation of Rhodesia and Nyasaland</i>
<i>Suède :</i> STURE PETRÉN. AKE C. VON ZWEIGBERGK.	<i>Sweden</i>
<i>Suisse :</i> PLINIO BOLLA. HANS MORF. FERD. DUFOUR. LÉON EGGER. PIERRE JEAN POINTET. WALTER STAMM.	<i>Switzerland</i>
<i>Turkie :</i> PROF. DR. F. K. GÖKAY.	<i>Turkey</i>
<i>République Fédérale Populaire de Yougoslavie :</i> MIL. JAKOVLJEVIC.	<i>People's Republic of Yugoslavia</i>
<i>Libéria :</i> O. NATTY DAVIS.	<i>Liberia</i>
<i>République Tchécoslovaque :</i> JAN OBHLIDAL.	<i>Czechoslovakia</i>

**CONVENTION OF PARIS FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL
PROPERTY OF MARCH 20, 1883, REVISED AT BRUSSELS ON
DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON ON JUNE 2, 1911, AT
THE HAGUE ON NOVEMBER 6, 1925, AT LONDON ON
JUNE 2, 1934, AND AT LISBON ON OCTOBER 31, 1958**

German Federal Republic, Australia, Austria, Belgium, United States of Brazil, People's Republic of Bulgaria, Canada, Cuba, Denmark, Dominican Republic, Spain, United States of America, Finland, France, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, People's Republic of Hungary, Indonesia, Ireland, Israel, Italy, Japan, Liechtenstein, Luxembourg, Morocco, Mexico, Monaco, Norway, New Zealand, Netherlands, People's Republic of Poland, Portugal, People's Republic of Rumania, Federation of Rhodesia and Nyasaland, Sweden, Switzerland, Czechoslovak Republic, Turkey, Union of South Africa, Vietnam, People's Republic of Yugoslavia,

Being unanimously moved by the desire to protect in as effective and uniform a manner as possible industrial property rights,

Judged it opportune to make certain modifications and additions to the International Convention of March 20, 1883,⁽¹⁾ establishing the International Union for the Protection of Industrial Property, revised at Brussels on December 14, 1900,⁽²⁾ at Washington on June 2, 1911,⁽³⁾ at The Hague on November 6, 1925,⁽⁴⁾ and at London on June 2, 1934,⁽⁵⁾

Resolved to send representatives to the Diplomatic Conference which took place at Lisbon from October 6 to 31, 1958,⁽⁶⁾

And have agreed as follows:

ARTICLE 1

(1) The countries to which the present Convention applies constitute themselves into a Union for the protection of industrial property.

(2) The protection of industrial property is concerned with patents, utility models, industrial designs, trademarks, service marks, trade names, and indications of source or appellations of origin, and the repression of unfair competition.

(3) Industrial property shall be understood in the broadest sense and shall apply not only to industry and commerce proper, but likewise to agricultural and extractive industries and to all manufactured or natural products; for example, wines, grain, tobacco leaf, fruit, cattle, minerals, mineral waters, beer, flowers, and flour.

(4) The term "patents" shall include the various kinds of industrial patents recognized by the laws of the countries of the Union, such as patents of importation, patents of improvement, patents and certificates of addition, etc.

(1) "Commercial No. 28 (1884)", Cd. 4043.

(2) "Treaty Series No. 15 (1902)", Cd. 1084.

(3) "Treaty Series No. 8 (1913)", Cd. 6805.

(4) "Treaty Series No. 16 (1928)", Cmd. 3167.

(5) "Treaty Series No. 55 (1938)", Cmd. 5833.

(6) "Miscellaneous No. 15 (1959)", Cmd. 875.

ARTICLE 2

(1) Nationals of each of the countries of the Union shall, as regards the protection of industrial property, enjoy in all the other countries of the Union the advantages that their respective laws now grant, or may hereafter grant, to nationals, without prejudice to the rights specially provided by the present Convention. Consequently, they shall have the same protection as the latter, and the same legal remedy against any infringement of their rights, provided they observe the conditions and formalities imposed upon nationals.

(2) However, no condition as to the possession of a domicile or establishment in the country where protection is claimed may be required of persons entitled to the benefits of the Union for the enjoyment of any industrial property rights.

(3) The provisions of the laws of each of the countries of the Union relating to judicial and administrative procedure and to jurisdiction, and to the election of domicile or the designation of an agent, which may be required by the laws on industrial property, are expressly reserved.

ARTICLE 3

Nationals of countries not forming part of the Union, who are domiciled or who have real and effective industrial or commercial establishments in the territory of one of the countries of the Union, are treated in the same manner as nationals of the countries of the Union.

ARTICLE 4

A.—(1) A person who has duly filed an application for a patent, or for the registration of a utility model, or of an industrial design, or of a trademark, in one of the countries of the Union, or his successors in title, shall enjoy, for the purpose of filing in the other countries, a right of priority during the periods hereinafter stated.

(2) Every filing that is equivalent to a regular national filing under the domestic law of any country of the Union or under bilateral or multilateral treaties concluded between countries of the Union shall be recognised as giving rise to a right of priority.

(3) By a regular national filing is meant any filing that is adequate to establish the date on which the application was filed in the country concerned, whatever may be the outcome of the application.

B.—Consequently, the subsequent filing, in any of the other countries of the Union before the expiration of those periods shall not be invalidated through any acts accomplished in the interval, as, for instance, by another filing, by publication or exploitation of the invention, by the putting on sale of copies of the design or model, or by use of the mark, and these acts cannot give rise to any right of third parties, or of any personal possession. Rights acquired by third parties before the date of the first application which serves as the basis for the right of priority are reserved under the domestic legislation of each country of the Union.

C.—(1) The above-mentioned periods of priority shall be twelve months for patents and utility models, and six months for industrial designs and for trademarks.

(2) These periods shall start from the date of filing of the first application; the day of filing shall not be included in the period.

(3) If the last day of the period is an official holiday, or a day when the Office is not open for the filing of applications in the country where protection is claimed, the period shall be extended until the first following working day.

(4) A subsequent application for the same subject as a previous first application within the meaning of paragraph (2) above and filed in the same country of the Union, shall be considered as the first application, of which the filing date shall be the starting point of the period of priority, provided that, at the time of filing the subsequent application, the previous application has been withdrawn, abandoned or refused, without being open to public inspection and without leaving any rights outstanding, and has not served as a basis for claiming a right of priority. The previous application may not thereafter serve as a basis for claiming a right of priority.

D.—(1) Any person desiring to take advantage of the priority of a previous filing shall be required to make a declaration indicating the date of such filing and the country in which it was made. Each country will determine the latest permissible date for making such declaration.

(2) These particulars shall be mentioned in the publications issued by the competent authority, and in particular in the patents and the specifications relating thereto.

(3) The countries of the Union may require any person making a declaration of priority to produce a copy of the application (specification, drawings, etc.) previously filed. The copy, certified as correct by the authority which received the application, shall not require any authentication, and may in any case be filed, without fee, at any time within three months of the filing of the subsequent application. They may require it to be accompanied by a certificate from the same authority showing the date of filing, and by a translation.

(4) No other formalities may be required for the declaration of priority at the time of filing the application. Each of the countries of the Union shall decide what consequences shall follow the omission of the formalities prescribed by the present Article, but such consequences shall in no case go beyond the loss of the right of priority.

(5) Subsequently, further proof may be required.

A person who avails himself of the priority of a previously filed application shall be required to specify the number of that application, which shall be published under the conditions provided for by paragraph (2) above.

E.—(1) Where an industrial design is filed in a country by virtue of a right of priority based on the filing of a utility model, the period of priority shall be only that fixed for industrial designs.

(2) Furthermore, it is permissible to file a utility model in a country by virtue of a right of priority based on the filing of a patent application, and vice versa.

F.—No country of the Union may refuse a priority or a patent application on the ground that the applicant claims multiple priorities, even originating

in different countries, or on the ground that an application claiming one or more priorities contains one or more elements that were not included in the original application or applications whose priority is claimed, provided that, in both cases, there is unity of invention within the meaning of the law of the country.

With respect to the elements not included in the original application or applications whose priority is claimed, the filing of the later application shall give rise to a right of priority under the usual conditions.

G.—(1) If examination reveals that an application for a patent contains more than one invention, the applicant may divide the application into a certain number of divisional applications and preserve as the date of each the date of the initial application and the benefit of the right of priority, if any.

(2) The applicant may also, on his own initiative, divide a patent application and preserve as the date of each divisional application the date of the initial application and the benefit of the right of priority, if any. Each country of the Union shall have the right to determine the conditions under which such division shall be authorised.

H.—Priority may not be refused on the ground that certain elements of the invention for which priority is claimed do not appear among the claims formulated in the application in the country of origin, provided that the application documents as a whole specifically disclose such elements.

ARTICLE 4^{bis}

(1) Patents applied for in the various countries of the Union by persons entitled to the benefits of the Union shall be independent of patents obtained for the same invention in other countries, whether members of the Union or not.

(2) This provision is to be understood in an unrestricted sense, in particular, in the sense that patents applied for during the period of priority are independent, both as regards the grounds for invalidation and for forfeiture and as regards their normal duration.

(3) The provision shall apply to all patents existing at the time when it comes into effect.

(4) Similarly, it shall apply, in the case of the accession of new countries, to patents in existence on either side at the time of accession.

(5) Patents obtained with the benefit of priority shall have in the various countries of the Union a duration equal to that which they would have had if they had been applied for or granted without the benefit of priority.

ARTICLE 4^{ter}

The inventor shall have the right to be mentioned as such in the patent.

ARTICLE 4^{quater}

The grant of a patent shall not be refused and a patent shall not be invalidated on the ground that the sale of the patented product or of a product obtained by means of the patented process is subject to restrictions or limitations resulting from the domestic law.

ARTICLE 5

A.—(1) The importation by the patentee into the country where the patent has been granted of articles manufactured in any of the countries of the Union shall not entail forfeiture of the patent.

(2) Each country of the Union shall have the right to take legislative measures providing for the grant of compulsory licences to prevent the abuses which might result from the exclusive rights conferred by the patent, for example, failure to work.

(3) Forfeiture of the patent shall not be prescribed except in cases where the grant of compulsory licences would not have been sufficient to prevent such abuses. No proceeding for the forfeiture or revocation of a patent may be instituted before the expiration of two years from the grant of the first compulsory licence.

(4) An application for a compulsory licence may not be made on the ground of failure to work or insufficient working before the expiration of a period of four years from the date of filing of the patent application or three years from the date of the grant of the patent, whichever period last expires; it shall be refused if the patentee justifies his inaction by legitimate reasons. Such a compulsory licence shall be non-exclusive and shall not be transferable, even in the form of the grant of a sub-licence, except with that part of the enterprise or goodwill using such licence.

(5) The foregoing provisions shall be applicable, *mutatis mutandis*, to utility models.

B.—The protection of industrial designs shall not, under any circumstances, be liable to any forfeiture either by reason of failure to work or by reason of the importation of articles corresponding to those which are protected.

C.—(1) If, in any country, the use of a registered trademark is compulsory, the registration shall not be cancelled until after a reasonable period, and then only if the person concerned cannot justify his inaction.

(2) The use of a trademark by the proprietor in a form differing in elements which do not alter the distinctive character of the mark in the form in which it was registered in one of the countries of the Union, shall not entail invalidation of the registration and shall not diminish the protection granted to the mark.

(3) The concurrent use of the same mark on identical or similar goods by industrial or commercial establishments considered as co-proprietors of the mark according to the provisions of the national law of the country where protection is claimed shall not prevent the registration or diminish in any way the protection granted to the mark in any country of the Union, provided the use does not result in misleading the public and is not contrary to the public interest.

D.—No indication or mention of the patent, of the utility model, of the registration of the trademark, or of the deposit of the industrial design shall be required upon the product as a condition of recognition of the right to protection.

ARTICLE 5^{bis}

(1) A period of grace of not less than six months shall be allowed for the payment of the prescribed fees for the maintenance of industrial property rights, subject to the payment of a surcharge, if the domestic law so provides.

(2) The countries of the Union shall have the right to provide for the restoration of patents which have lapsed by reason of non-payment of fees.

ARTICLE 5^{ter}

In each of the countries of the Union the following shall not be considered as infringements of the rights of a patentee :

1. The use on board vessels of other countries of the Union of devices forming the subject of his patent in the body of the vessel, in the machinery, tackle, gear and other accessories, when such vessels temporarily or accidentally enter the waters of a country, provided that such devices are used there exclusively for the needs of the vessel.
2. The use of devices forming the subject of the patent in the construction or operation of aircraft or land vehicles of other countries of the Union, or of accessories to such aircraft or land vehicles, when those aircraft or land vehicles temporarily or accidentally enter the country.

ARTICLE 5^{quater}

When a product is imported into a country of the Union where there exists a patent protecting a process of manufacture of the said product, the patentee shall have all the rights, with regard to the imported product, as are accorded to him by the domestic law of the country of importation, on the basis of the process patent, with respect to products manufactured in that country.

ARTICLE 5^{quinqies}

Industrial designs shall be protected in all the countries of the Union.

ARTICLE 6

(1) The conditions for the filing and registration of trade marks shall be determined in each country of the Union by its domestic law.

(2) However, an application for the registration of a trademark filed by a national of a country of the Union in any country of the Union may not be refused nor may a registration be cancelled on the ground that filing, registration or renewal has not been effected in the country of origin.

(3) A mark duly registered in a country of the Union shall be regarded as independent of marks registered in the other countries of the Union, including the country of origin.

ARTICLE 6^{bis}

(1) The countries of the Union undertake, either administratively if their legislation so permits, or at the request of an interested party, to refuse or to cancel the registration and to prohibit the use of a trademark which

constitutes a reproduction, imitation or translation liable to create confusion of a mark considered by the competent authority of the country of registration or use to be well-known in that country as being already the mark of a person entitled to the benefits of the present Convention and used for identical or similar goods. These provisions shall also apply when the essential part of the mark constitutes a reproduction of any such well-known mark or an imitation liable to create confusion therewith.

(2) A period of at least five years from the date of registration shall be allowed for seeking the cancellation of such a mark. The countries of the Union may provide for a period within which the prohibition of use must be sought.

(3) No time limit shall be fixed for seeking the cancellation or the prohibition of the use of marks registered or used in bad faith.

ARTICLE 6^{ter}

(1) (a) The countries of the Union agree to refuse or to invalidate the registration, and to prohibit by appropriate measures the use, without authorisation by the competent authorities, either as trademarks or as elements of trademarks, of armorial bearings, flags and other State emblems of the countries of the Union, official signs and hall-marks indicating control or warranty adopted by them and all imitations thereof from a heraldic point of view.

(b) The provisions of sub-paragraph (a) above apply equally to armorial bearings, flags and other emblems, abbreviations or titles of international intergovernmental organisations of which one or more countries of the Union are members, with the exception of armorial bearings, flags and other emblems, abbreviations or titles that are already the subject of existing international agreements intended to ensure their protection.

(c) No country of the Union shall be required to apply the provisions of sub-paragraph (b) above to the prejudice of the owners of rights acquired in good faith before the entry into force in that country of the present Convention. The countries of the Union shall not be required to apply the said provisions when the use or registration covered by sub-paragraph (a) above is not of such a nature as to suggest to the public that a connection exists between the organisation concerned and the armorial bearings, flags, emblems, abbreviations or titles, or if such use or registration is clearly not of a nature to mislead the public as to the existence of a connection between the user and the organisation.

(2) The prohibition of the use of official signs and hall-marks indicating control and warranty shall apply solely in cases where the marks which contain them are intended to be used on goods of the same or a similar kind.

(3) (a) For the application of these provisions the countries of the Union agree to communicate reciprocally, through the International Bureau, the list of State emblems and official signs and hall-marks indicating control and warranty which they desire, or may thereafter desire, to place wholly or within certain limits under the protection of the present Article and all subsequent modifications of this list. Each country of the Union shall in due course make available to the public the lists so communicated.

Nevertheless, this communication is not obligatory so far as the flags of States are concerned.

(b) The provisions of sub-paragraph (b) of paragraph (1) of this Article shall only apply to armorial bearings, flags and other emblems, abbreviations or titles of international intergovernmental organisations that the latter have communicated to the countries of the Union through the International Bureau.

(4) Any country of the Union may, within a period of twelve months from the receipt of the communication, transmit through the International Bureau its objections, if any, to the country or international intergovernmental organisation concerned.

(5) In the case of State flags, the measures prescribed by paragraph 1 above shall apply solely to marks registered after November 6, 1925.

(6) In the case of State emblems other than flags, and of official signs and hall-marks of the countries of the Union and in the case of armorial bearings, flags and other emblems, abbreviations or titles of international intergovernmental organisations, these provisions shall be applicable only to marks registered more than two months after the receipt of the communication provided for in paragraph (3) above.

(7) In cases of bad faith the countries shall have the right to cancel the registration of marks that contain State emblems, signs or hall-marks even though registered before November 6, 1925.

(8) Nationals of each country who are authorised to make use of State emblems, signs or hall-marks of their country, may use them even though they are similar to those of another country.

(9) The countries of the Union undertake to prohibit the unauthorised use in trade of the State armorial bearings of the other countries of the Union, when the use is of such a nature as to be misleading as to the origin of the goods.

(10) The above provisions shall not prevent the countries from exercising the power given in paragraph (3) of Article *6quinquies* B, to refuse or to cancel the registration of marks containing, without authorisation the armorial bearings, flags, and other State emblems or official signs or hall-marks adopted by a country of the Union as well as the distinctive signs of international intergovernmental organisations mentioned in paragraph (1) of this Article.

ARTICLE *6quater*

(1) When in accordance with the law of a country of the Union, the assignment of a mark is valid only if it takes place at the same time as the transfer of the business or goodwill to which the mark belongs, it shall suffice for the recognition of this validity that the portion of the business or goodwill situated in that country be transferred to the assignee, together with the exclusive right to manufacture or sell there the goods bearing the mark assigned.

(2) This provision does not impose upon the countries of the Union any obligation to regard as valid the assignment of any mark the use of which by the assignee would, in fact, be of such a nature as to mislead the public, particularly as regards the origin, nature or material qualities of the goods to which the mark is applied.

ARTICLE 6^{quinquies}

A.—(1) Every trademark duly registered in the country of origin shall be accepted for filing and protected in its original form in the other countries of the Union, subject to the reservations indicated in the present Article. These countries may, before proceeding to final registration, require the production of a certificate of registration in the country of origin, issued by the competent authority. No authentication shall be required for this certificate.

(2) The country of the Union where the applicant has a real and effective industrial or commercial establishment, or, if he has not such an establishment within the Union, the Union country where he has his domicile or if he has no domicile in the Union, the country of his nationality if he is a national of a Union country, shall be considered his country of origin.

B.—Trademarks under the present Article may not be denied registration or invalidated except in the following cases :

1. when they are of such a nature as to infringe rights acquired by third parties in the country where protection is claimed;
2. when they are devoid of distinctive character, or consist exclusively of signs or indications which may serve in trade to designate the kind, quality, quantity, intended purpose, value, place of origin of the goods or time of production, or have become customary in the current language or in the bona fide and established practices of the trade in the country where protection is claimed;
3. when they are contrary to morality or public order and, in particular, of such a nature as to deceive the public. It is understood that a mark may not be considered contrary to public order for the sole reason that it does not conform to a provision of the law relating to trademarks, except where such provision itself relates to public order.

The above is, however, subject to Article 10^{bis}.

C.—(1) To determine whether a mark is eligible for protection, all the circumstances of the case must be taken into consideration, particularly the length of time the mark has been in use.

(2) Trademarks shall not be refused in the other countries of the Union for the sole reason that they differ from the marks protected in the country of origin only by elements that do not alter the distinctive character and do not affect the identity of the marks in the form in which these have been registered in the said country of origin.

D.—No person may benefit from the provisions of the present Article if the mark for which he claims protection is not registered in the country of origin.

E.—However, in no case shall the renewal of the registration of a mark in the country of origin involve the obligation to renew the registration in the other Union countries where the mark has been registered.

F.—The benefits of priority shall be accorded to applications for the registration of marks filed within the period fixed by Article 4, even when registration in the country of origin does not occur until after the expiration of such period.

ARTICLE 6^{sexies}

The countries of the Union undertake to protect service marks. They shall not be required to provide for the registration of such marks.

ARTICLE 6^{septies}

(1) If the agent or representative of the person who is the proprietor of a mark in one of the countries of the Union applies, without such proprietor's authorisation, for the registration of the mark in his own name in one or more Union countries, the proprietor shall be entitled to oppose the registration applied for or demand its cancellation or, if the law of the country so allows, the assignment in his favour of the said registration, unless such agent or representative justifies his action.

(2) The proprietor of the mark shall, subject to the reservations of paragraph (1) above, be entitled to oppose the use of the mark by his agent or representative if he has not authorised such use.

(3) Domestic laws may provide an equitable time limit within which the proprietor of a mark must assert the rights provided for in the present Article.

ARTICLE 7

The nature of the goods to which a trademark is to be applied shall in no case form an obstacle to the registration of the mark.

ARTICLE 7^{bis}

(1) The countries of the Union undertake to accept for filing and to protect collective marks belonging to associations the existence of which is not contrary to the law of the country of origin, even if such associations do not possess an industrial or commercial establishment.

(2) Each country shall be the judge of the particular conditions under which a collective mark shall be protected and may refuse protection if the mark is contrary to the public interest.

(3) Nevertheless, the protection of these marks shall not be refused to any association the existence of which is not contrary to the law of the country of origin, on the ground that such association is not established in the country where protection is sought or is not constituted according to the law of the latter country.

ARTICLE 8

A trade name shall be protected in all the countries of the Union without the obligation of filing or registration, whether or not it forms part of a trademark.

ARTICLE 9

(1) All goods unlawfully bearing a trademark or trade name shall be seized on importation into those countries of the Union where such mark or name has a right to legal protection.

(2) Seizure shall likewise be effected in the country where the unlawful application occurred or in the country into which the goods have been imported.

(3) Seizure shall take place at the request either of the public prosecutor or of any other competent authority or of any interested party, whether a natural or a juridical person, in conformity with the domestic law of each country.

(4) The authorities shall not be bound to effect seizure in transit.

(5) If the law of a country does not permit seizure on importation, such seizure shall be replaced by prohibition of importation or by seizure within such country.

(6) If the law of a country permits neither seizure on importation nor prohibition of importation nor seizure within the country, then, until such time as the law is modified accordingly, these measures shall be replaced by the actions and remedies available in such cases to nationals under the law of such country.

ARTICLE 10

(1) The provisions of the preceding Article shall apply in cases of direct or indirect use of a false indication of the source of the product or the identity of the producer, manufacturer or trader.

(2) Any producer, manufacturer or trader, whether a natural or juridical person, engaged in the production or manufacture of, or trade in such goods and established either in the locality falsely indicated as the source or in the district where this locality is situated, or in the country falsely indicated, or in the country where the false indication of source is used, shall in any case be deemed an interested party.

ARTICLE 10^{bis}

(1) The countries of the Union are bound to assure to persons entitled to the benefits of the Union effective protection against unfair competition.

(2) Any act of competition contrary to honest practices in industrial or commercial matters constitutes an act of unfair competition.

(3) The following in particular shall be prohibited:

1. all acts of such a nature as to create confusion by any means whatever with the establishment, the goods, or the industrial or commercial activities of a competitor;
2. false allegations in the course of trade of such a nature as to discredit the establishment, the goods, or the industrial or commercial activities of a competitor.
3. indications or allegations the use of which in the course of trade is liable to mislead the public as to the nature, the manufacturing process, the characteristics, the suitability for their purpose or the quantity of the goods.

ARTICLE 10^{ter}

(1) The countries of the Union undertake to assure to nationals of the other countries of the Union appropriate legal remedies to repress effectively all the acts referred to in Articles 9, 10 and 10^{bis}.

(2) They undertake, further, to provide measures to permit syndicates and associations which represent the industrialists, producers or traders concerned and the existence of which is not contrary to the laws of their countries, to take action in the Courts or before the administrative authorities, with a view to the repression of the acts referred to in Articles 9, 10 and 10^{bis}, in so far as the law of the country in which protection is claimed allows such action by the syndicates and associations of that country.

ARTICLE 11

(1) The countries of the Union shall in conformity with their domestic law, grant temporary protection to patentable inventions, utility models, industrial designs and trademarks, in respect of goods exhibited at official or officially recognised international exhibitions held in the territory of one of them.

(2) This temporary protection shall not extend the periods provided by Article 4. If later the right of priority is invoked, each country may provide that the period shall start from the date of introduction of the goods into the exhibition.

(3) Each country may require, as proof of the identity of the article exhibited and of the date of its introduction, such evidence as it considers necessary.

ARTICLE 12

(1) Each of the countries of the Union undertakes to establish a special industrial property service and a central office for the communication to the public of patents, utility models, industrial designs, and trademarks.

(2) This agency shall publish an official periodical journal. It shall publish regularly:

- (a) the names of the proprietors of patents granted, with a brief description of the inventions patented;
- (b) reproductions of trademarks registered.

ARTICLE 13

(1) The international office established under the name International Bureau for the Protection of Industrial Property is placed under the high authority of the Government of the Swiss Confederation, which regulates its organisation and supervises its operation.

(2) (a) The French and English languages shall be used by the International Bureau in performing the tasks provided for in paragraphs (3) and (5) of this Article.

(b) The conferences and meetings referred to in Article 14 shall be held in the French, English and Spanish languages.

(3) The International Bureau centralises information of every kind relating to the protection of industrial property and compiles and publishes it. It undertakes studies of general utility concerning the Union and edits, with the help of documents supplied to it by the various Administrations, a periodical journal dealing with questions relating to the objects of the Union.

(4) The issues of this journal, as well as all the documents published by the International Bureau, shall be distributed to the Administrations of the countries of the Union in proportion to the number of contributing units mentioned below. Additional copies as may be requested, either by the said Administrations or by companies or private persons, shall be paid for separately.

(5) The International Bureau shall at all times hold itself at the disposition of the countries of the Union, to supply them with any special information they may need on questions relating to the international industrial property service. The Director of the International Bureau shall make an annual report on his administration, which shall be communicated to all the countries of the Union.

(6) The ordinary expenditure of the International Bureau shall be borne by the countries of the Union in common. Until further authorisation, it shall not exceed the sum of 120,000 Swiss francs per annum. This sum may be increased, when necessary, by a unanimous decision of one of the conferences provided for in Article 14.

(7) Ordinary expenditure does not include expenses relating to the work of conferences of plenipotentiaries or administrative conferences nor the expenses caused by special work or publications effected in conformity with the decisions of a conference. Such expenses, the annual total of which may not exceed 20,000 Swiss francs, shall be divided among the countries of the Union in proportion to their contributions towards the operation of the International Bureau in accordance with the provisions of paragraph (8) below.

(8) To determine the contribution of each country to this total expenditure, the countries of the Union and those which may afterwards join the Union are divided into six classes, each contributing in the proportion of a certain number of units, namely:

First class	...	...	...	...	25	Units
Second class	...	...	...	...	20	„
Third class	...	...	...	...	15	„
Fourth class	...	...	...	...	10	„
Fifth class	...	...	...	...	5	„
Sixth class	...	...	...	...	3	„

These coefficients are multiplied by the number of countries in each class, and the sum of the products thus obtained gives the number of units by which the total expenditure is to be divided. The quotient gives the amount of the unit of expense.

(9) Each of the countries of the Union shall, at the time it becomes a member, designate the class in which it wishes to be placed. However, any country of the Union may declare later that it desires to be placed in another class.

(10) The Government of the Swiss Confederation will supervise the expenditure of the International Bureau and its accounts and will make the necessary advances.

(11) The annual account rendered by the International Bureau shall be communicated to all the other Administrations.

ARTICLE 14

(1) The present Convention shall be submitted to periodical revision with a view to the introduction of amendments designed to improve the system of the Union.

(2) For this purpose conferences shall be held successively in one of the countries of the Union between the delegates of the said countries.

(3) The Administration of the country in which the conference is to be held shall make preparations for the work of the conference, with the assistance of the International Bureau.

(4) The Director of the International Bureau shall be present at the meetings of the conferences, and take part in the discussions, but without the right of voting.

(5) (a) During the interval between the Diplomatic Conferences of revision, Conferences of representatives of all the countries of the Union shall meet every three years in order to draw up a report on the foreseeable expenditure of the International Bureau for each three-year period to come and to consider questions relating to the protection and development of the Union.

(b) Furthermore, they may modify, by unanimous decision, the maximum annual amount of the expenditure of the International Bureau, provided they meet as Conferences of Plenipotentiaries of all the countries of the Union, convened by the Government of the Swiss Confederation.

(c) Moreover, the Conferences provided for in paragraph (a) above may be convened between their triennial meetings by either the Director of the International Bureau or the Government of the Swiss Confederation.

ARTICLE 15

It is understood that the countries of the Union reserve the right to make separately between themselves special arrangements for the protection of industrial property, in so far as these arrangements do not contravene the provisions of the present Convention.

ARTICLE 16

(1) Countries which are not parties to the present Convention shall be permitted to accede to it at their request.

(2) Any such accession shall be notified through diplomatic channels to the Government of the Swiss Confederation, and by it to all the other Governments.

(3) Accession shall automatically entail acceptance of all the clauses and admission to all the advantages of the present Convention and shall take effect one month after the despatch of the notification by the Government of the Swiss Confederation to the other countries of the Union, unless a subsequent date is indicated in the request for accession.

ARTICLE 16^{bis}

(1) Any country of the Union may at any time notify in writing the Government of the Swiss Confederation that the present Convention is applicable to all or part of its colonies, protectorates, territories under

mandate or any other territories subject to its authority, or any territories under its sovereignty, and the Convention shall apply to all the territories named in the notification one month after the dispatch of the communication by the Government of the Swiss Confederation to the other countries of the Union unless a subsequent date is indicated in the notification. Failing such a notification, the Convention shall not apply to such territories.

(2) Any country of the Union may at any time notify in writing the Government of the Swiss Confederation that the present Convention ceases to be applicable to all or part of the territories that were the subject of the notification under the preceding paragraph, and the Convention shall cease to apply in the territories named in the notification twelve months after the receipt of the notification addressed to the Government of the Swiss Confederation.

(3) All notifications sent to the Government of the Swiss Confederation in accordance with the provisions of paragraphs (1) and (2) of the present Article shall be communicated by that Government to all the countries of the Union.

ARTICLE 17

Any country party to this Convention undertakes to adopt, in accordance with its constitution, the measures necessary to ensure the application of this Convention.

It is understood that at the time an instrument of ratification or accession is deposited on behalf of a country, such country will be in a position under its domestic law to give effect to the provisions of this Convention.

ARTICLE 17^{bis}

(1) The Convention shall remain in force for an indefinite time, until the expiration of one year from the date of its denunciation.

(2) Such denunciation shall be addressed to the Government of the Swiss Confederation. It shall affect only the country in whose name it is made, the Convention remaining in operation as regards the other countries of the Union.

ARTICLE 18

(1) The present Act shall be ratified and the instruments of ratification deposited in Berne not later than May 1, 1963. It shall come into force, between the countries in whose names it has been ratified, one month after that date. However, if before that date it is ratified in the name of at least six countries, it shall come into force between those countries one month after the deposit of the sixth ratification has been notified to them by the Government of the Swiss Confederation,^(*) and for countries in whose name it is ratified at a later date, one month after the notification of each such ratification.

(2) Countries in whose names no instrument of ratification has been deposited within the period referred to in the preceding paragraph shall be permitted to accede under the terms of Article 16.

(*) The Convention came into force on January 4, 1962.

(3) The present Act shall, as regards the relations between the countries to which it applies, replace the Convention of Paris of 1883 and the subsequent Acts of revision.

(4) As regards the countries to which the present Act does not apply, but to which the Convention of Paris revised at London in 1934 applies, the latter shall remain in force.

(5) Similarly, as regards countries to which neither the present Act nor the Convention of Paris revised at London apply, the Convention of Paris revised at The Hague in 1925 shall remain in force.

(6) Similarly, as regards countries to which neither the present Act nor the Convention of Paris revised at London, nor the Convention of Paris revised at The Hague apply, the Convention of Paris revised at Washington in 1911 shall remain in force.

ARTICLE 19

(1) The present Act shall be signed in a single copy in the French language, which shall be deposited in the archives of the Government of the Swiss Confederation. A certified copy shall be forwarded by the latter to each of the Governments of the countries of the Union.

(2) The present Act shall remain open for signature by the countries of the Union until April 30, 1959.

(3) Official translations of the present Act shall be established in the English, German, Italian, Portuguese and Spanish languages.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, after presenting their full powers, have signed the present Act.

Done at Lisbon on October 31, 1958.

[Here follow the signatures as on page 18]

<i>Country</i>	<i>Ratifications</i>	<i>Date of Deposit</i>
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	...	September 6, 1961
Ireland	...	September 6, 1961
Czechoslovakia	...	August 12, 1961
Federal Republic of Germany	...	July 28, 1961
France	...	March 24, 1961
Monaco	...	October 10, 1961
United States of America	...	December 4, 1961

Accessions

Haiti	...	January 17, 1961
Iran	...	September 10, 1960

Printed in England and published by
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE